

M. Patrick LEFEBVRE

14 allée des Marronniers — 69100 Villeurbanne

p.lefebvre@email.fr

06 23 45 67 89

A L'ATTENTION DE :

EURL ISOLATION THERMIQUE RHÔNE

17 rue Pasteur — 69500 Bron

PAR LETTRE RECOMMANDEE AVEC AVIS DE RECEPTION ELECTRONIQUE (LRE)

Fait le 24/03/2026

Objet : MISE EN DEMEURE - LRAR officielle

MISE EN DEMEURE

[Lettre recommandée avec accusé de réception]

Villeurbanne, le 24 mars 2026

Objet : MISE EN DEMEURE – Travaux d’isolation non conformes – Maison individuelle de M. Patrick LEFEBVRE – Montant en litige : 48 000 € Réf. dossier : DJ-EXEMPLE-2026

À l’attention de : EURL ISOLATION THERMIQUE RHÔNE [ADRESSE_ADVERSE_2] 69500 Bron

Madame, Monsieur,

Je me permets de vous adresser la présente en ma qualité de conseil de M. Patrick LEFEBVRE, propriétaire de la maison individuelle sise à [ADRESSE_DEMANDEUR, 69100 Villeurbanne], relativement à l’exécution défectueuse des travaux d’isolation réalisés par votre société en qualité de sous-traitant, dans le cadre du chantier engagé à compter du 12 mai 2025.

I. GRIEFS FORMELS

1. Isolation des combles perdus

Vous avez facturé la somme de 12 000 € pour la réalisation d'une isolation des combles perdus, spécifiée au devis comme étant constituée de laine soufflée certifiée ACERMI, avec une résistance thermique $R = 7$ (norme exigée par l'article R. 131-28 du Code de la construction et de l'habitation). Or, l'expertise contradictoire du 18 novembre 2025 (cabinet EXPERTS RHÔNE) a révélé une épaisseur réelle de laine de 6 cm, correspondant à une résistance thermique $R = 1,8$, soit très inférieure à la norme réglementaire et à vos engagements contractuels. De surcroît, la fiche technique ACERMI présentée lors de la signature du devis ne correspond pas au matériau effectivement posé, ni au chantier concerné.

1. Isolation des murs par l'intérieur

Vous avez facturé la somme de 6 500 € pour l'isolation des murs par l'intérieur, réalisée avec une laine de verre non certifiée, posée sans frein-vapeur, en violation manifeste des règles de l'art (DTU 45.10) et des prescriptions de l'article 1792 du Code civil relatif à la garantie décennale. Cette carence a entraîné l'apparition de condensation et de moisissures sur les parois intérieures dès décembre 2025, compromettant gravement la salubrité du logement.

1. Abandon de chantier – Finitions non réalisées

Enfin, il est constaté que les finitions n'ont pas été achevées, quatre pièces demeurant dépourvues de toute isolation, en violation de vos obligations contractuelles d'achèvement (article 1103 du Code civil).

II. FONDEMENTS JURIDIQUES

Les manquements précités constituent des inexécutions contractuelles graves engageant votre responsabilité de droit commun (articles 1217 et suivants du Code civil), ainsi que votre responsabilité décennale pour les désordres affectant la solidité et la destination de l'ouvrage (article 1792 du Code civil). Ils caractérisent également une inexécution des obligations de conformité et de délivrance prévues aux articles 1604 et 1605 du Code civil, ainsi qu'une violation des prescriptions réglementaires en matière d'isolation thermique (article R. 131-28 du Code de la construction et de l'habitation).

III. MISE EN DEMEURE

En conséquence, je vous mets formellement en demeure, par la présente, de :

- Procéder, sous quinzaine à compter de la réception du présent courrier (soit au plus tard le 8 avril 2026), à la reprise intégrale des travaux d'isolation des combles et des murs, dans le strict respect des normes en vigueur et des matériaux certifiés ACERMI, avec pose conforme d'un frein-vapeur ;
- Acheter sans délai l'isolation des quatre pièces restées à l'abandon ;
- Me communiquer, dans le même délai, l'ensemble des documents techniques et certificats de conformité afférents aux matériaux effectivement posés sur le chantier de M. LEFEBVRE.

À défaut d'exécution dans le délai imparti, mon client se réserve le droit d'engager toute procédure judiciaire utile, tant en résolution du contrat qu'en indemnisation intégrale de son préjudice, pour un montant total en litige de 48 000 €, outre tous intérêts, frais et dépens.

Je vous rappelle que la présente mise en demeure vaut interruption de toute prescription conformément à l'article 2231 du Code civil.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Signature]

[Nom du conseil ou du mandataire de M. LEFEBVRE] Pour M. Patrick LEFEBVRE
[ADRESSE_DEMANDEUR] 69100 Villeurbanne

Decompte des sommes dues

Principal	48000 EUR
Interets de retard (4.81% (Art. 1231-6 C.civ.))	2169.64
343 jours depuis le 15/04/2025	
Total reclame	50169.64 EUR

Base legale : Art. 1231-6 C.civ.

Note de solidarité : La présente mise en demeure a été adressée, en copie et aux mêmes fins, aux parties suivantes impliquées dans le présent litige :

- SAS ÉCORÉNO SOLUTIONS (Société commerciale — coordinateur des travaux)
- SAS CHAUFFE CONFORT PLUS (Sous-traitant installation pompe à chaleur)

M. Patrick LEFEBVRE

(Document certifié et horodaté)

Avertissement important : Ce document a été généré automatiquement par un système d'intelligence artificielle (OpenAI GPT-4). Il ne constitue en aucun cas un avis juridique, une consultation d'avocat, ni un acte d'assistance ou de représentation en justice au sens de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971. Les informations fournies sont données à titre indicatif et ne sauraient se substituer aux conseils d'un professionnel du droit. L'utilisateur reste seul responsable de l'usage qu'il fait de ce document. DossierJuridique.fr recommande de consulter un avocat pour toute action juridique.